

**Services des délégués commerciaux** (Président: Bill Rix)

Des craintes avaient été exprimées au sujet de la qualité et de l'efficacité des services offerts aux exportateurs canadiens par les délégués commerciaux depuis la réorganisation de janvier 1982, date à laquelle les responsabilités commerciales de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce ont été transférées au ministère des Affaires extérieures.

L'Association canadienne d'exportation et la Chambre de commerce du Canada ont récemment sondé l'opinion de leurs membres pour savoir s'ils avaient perçu des changements dans le niveau des services. Dans l'ensemble, les résultats de ce sondage ont été rassurants. Soixante-dix pour cent des répondants ont indiqué que le service était identique, sinon meilleur depuis la réorganisation, tandis que seulement 10 % ont jugé que la qualité du service avait baissé. Il reste toutefois certains problèmes à régler. En effet, il semblerait que la circulation de l'information entre les missions et les gens d'affaires se soit détériorée et que la durée des affectations dans certaines missions "difficiles" soit trop courte pour produire des résultats positifs. D'autres analyses seront faites dans ces secteurs.

**Commerce de contrepartie** (Président: Grant Warner)

Après avoir été saisi d'une recommandation de la Commission sur la création d'un Centre d'information sur le commerce de contrepartie, qui serait placé sous les auspices de l'Association canadienne d'exportation appuyée par l'Association des manufacturiers canadiens, le ministère des Affaires extérieures a entrepris une analyse approfondie du commerce de contrepartie et des renseignements dont a besoin le secteur privé, dans le cadre d'un examen général de la question. Cependant, aucune suite n'a encore été donnée à cette recommandation.

**Commerce des services** (Président: Camille Dagenais)

La communauté internationale s'intéresse de plus en plus à ce secteur, qui pourrait revêtir une importance considérable pour les exportateurs canadiens. Par conséquent, la Commission a commencé à recenser les questions importantes pour le secteur des services, ainsi que les activités d'expansion du commerce qui existent au Canada et les obstacles au commerce des services.

La grande importance du secteur des services pour les recettes d'exportation de la Grande-Bretagne a amené nombre d'intervenants à souhaiter la libéralisation du commerce des services dans ce pays. Le commerce des services englobe un champ très vaste, et la libéralisation des échanges commerciaux soulève maintes questions tant sectorielles que non sectorielles. Même s'il ne représente pas, au Canada, une part de l'économie aussi importante que dans certains

---